

RAPPORT N° 20_03_01

Assemblée générale du 31 mars 2020

RAPPORT : Présentation du compte administratif et du compte de gestion 2019.

Préambule:

Dans le cadre de ses statuts et du règlement (CE) n° 1302/2013 du 17 décembre 2013 modifiant le règlement (CE) n° 1082/2006 du 5 juillet 2006, l'Euroregion Pyrénées-Méditerranée est régie sous la forme d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT).

Conformément à son article 7, le GECT Pyrénées-Méditerranée (EPM) est régi par les dispositions des établissements publics de type syndicat mixte ouvert et relève de l'instruction budgétaire et comptable publique de type M71.

Les lois de décentralisation ont consacré l'élargissement des compétences des collectivités locales, leur montée en puissance économique et la libéralisation de leurs financements. Autant d'évolutions impliquant que les élus disposent d'informations et d'indicateurs fiables et précis sur l'impact financier de leur action.

Ce souci de transparence vis-à-vis des citoyens et des partenaires, notamment financiers, a conduit à l'adoption de cadres comptables proches du plan comptable général (PCG), qui permettent de mieux appréhender la situation financière du GECT Pyrénées-Méditerranée tout en prenant en compte les spécificités liées à son cadre de coopération internationale.

Par délibération, l'Assemblée Générale a opté pour une présentation des budgets et des comptes du GECT PM par nature des dépenses et recettes et une présentation dite croisée (nature-fonction).

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, les budgets et les comptes de l'exercice sont soumis à un vote de l'assemblée au niveau des chapitres budgétaires pour la section de fonctionnement et d'investissement.

Présentation des comptes 2019 :

Le budget s'exécute du 1er janvier au 31 décembre. Le comptable public dispose du même délai pour comptabiliser les titres de recettes et les mandats émis par le GECT PM. Lors de cette clôture, le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes du GECT PM.

L'année 2019 constitue financièrement un exercice budgétaire de transition dans la mise en œuvre du plan d'action présenté au moment du débat d'orientation budgétaire puisque 4 des 5 projets européens mis en œuvre durant la feuille de route précédente s'achève et 4 nouveaux projets ont été déposés.

Le budget 2019 a été exécuté sur cet exercice en section de fonctionnement à hauteur de **1 057 678.86 €** en recettes (**1 038k€** sur l'exercice précédent), et **1 153 349.12€** en dépenses (**1 177k€** sur l'exercice précédent).

Le premier enseignement à en retenir est que malgré un volume de dépenses contenu, l'établissement a besoin chaque année de puiser dans son excédent de fonctionnement reporté pour dégager un résultat de clôture positif.

La section d'investissement a quant à elle été exécutée à hauteur de **32 740.96€** en recettes (**119 k€** sur l'exercice précédent) et en 32 737.69€ dépenses (**53 k€** sur l'exercice précédent). Le volume d'activité d'investissement naturellement faible de l'établissement et aléatoire en fonction des exercices n'invite pas en tirer des enseignements.

a. La section de fonctionnement:

La section de fonctionnement s'établit sur l'exercice à hauteur de **1 057k€** en recettes soit en stabilité par rapport à l'exercice précédent (1 038k€) et **1 153k€** en dépenses, également en quasi stabilité par rapport à l'exercice précédent (1 177k€) grâce à un contrôle de gestion encore plus précis.

Cependant, la prévision budgétaire demeure à améliorer en dépenses car elles ne représentent en taux de réalisation, que **77%** des crédits de paiement (CP) votés contre **111%** pour le taux de réalisation des recettes.

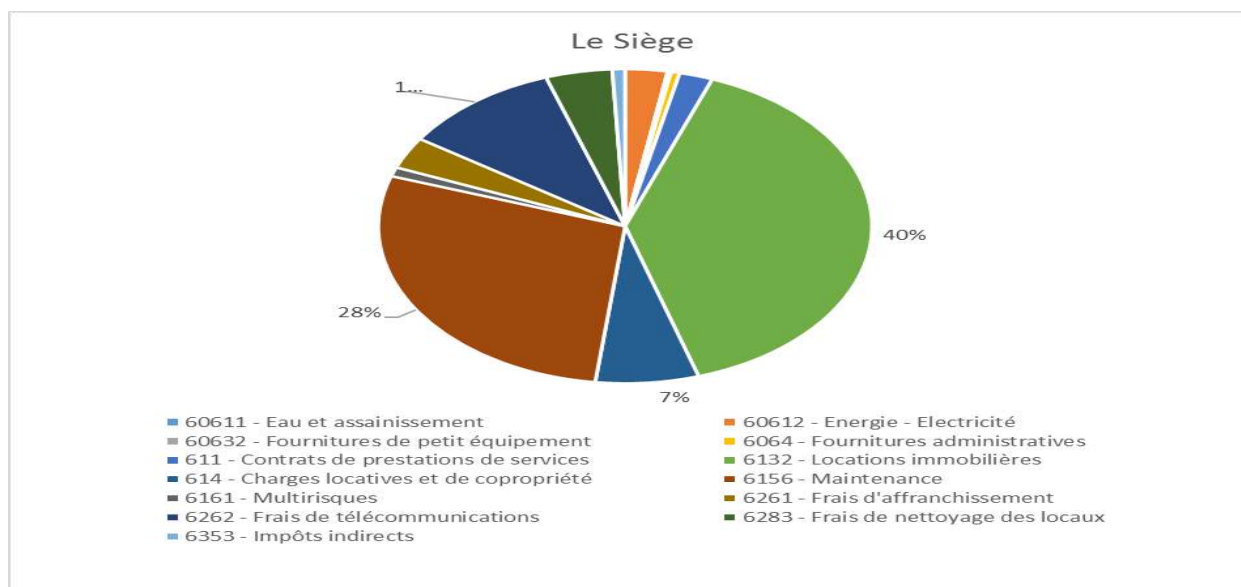
i. Les dépenses:

1. Les charges à caractère général (D011):

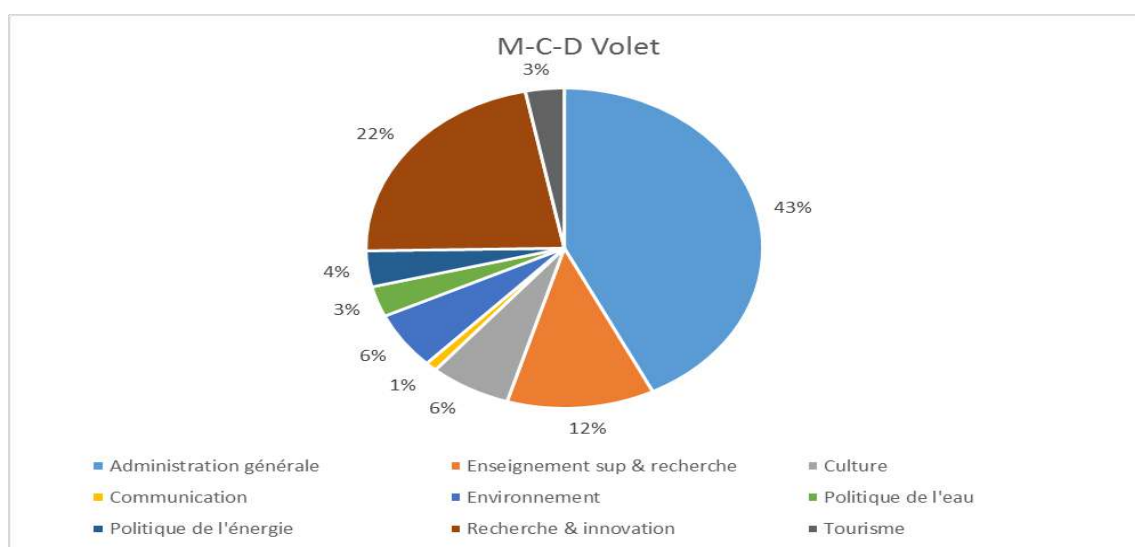
Ce chapitre a été exécuté à seulement **60%** des CP votés à hauteur de **343.9k€** en diminution de **2,5%** sur l'exercice précédent (352.7k€). Cela traduit un effort de maîtrise des dépenses notamment au niveau du volet « missions-colloques-déplacements » mais aussi à une impérieuse nécessité de mieux affiner les prévisions budgétaires et de réalisation de certaines actions.

Au titre de cet exercice, les charges de gestion peuvent être analysées sous plusieurs volets :

- **Le siège** qui constitue un volet obligatoire avant même de commencer à mettre en œuvre le plan d'action : entre la location du siège, les fluides, l'assurance, les communications, et entre autres la maintenance des équipements informatiques et logiciels, ce volet s'établit à hauteur de **116,7k€** en quasi stabilité sur l'exercice précédent (113,5k€).



- Le volet M-C-D (Missions-Colloques-Déplacements)** constitue un poste étroitement surveillé. Sur cet exercice, il représente **78,4k€**, soit une diminution de 26% sur l'exercice précédent (106,5k€). Si cette diminution est le fruit d'un effort de gestion approprié, il est également le résultat de l'investissement dans l'équipement de visio-conférence Starleaf dont l'utilisation n'a cessé de se développer. En intégrant l'amortissement de l'équipement et la maintenance annuels à hauteur de 5,6k€, ce volet demeure à 84k€, soit 21k€ inférieur aux dépenses de l'exercice précédent. Cependant, et au regard du taux de consommation des CP de ce chapitre budgétaire évoqué en préambule, ce volet présente un taux très faible de réalisation en moyenne à hauteur de **44%** des crédits de paiement inscrits tout en sachant que les CP de ce volet représentent 51% des CP du chapitre 011. Une approche analytique permet de conclure que les meilleurs taux de réalisation de ce volet concernent l'enseignement supérieur et la culture autour de 86% et les plus faibles concernent le tourisme et les actions transversales de l'environnement autour de 12% des CP inscrits.



Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

Le volet prestations qui comprend notamment toutes les dépenses de traduction et d'interprétariat à hauteur de **73,8k€**, **51,7k€** de prestations de mandat dans le dépôt des projets européens, et 23,3k€ de dépenses diverses.

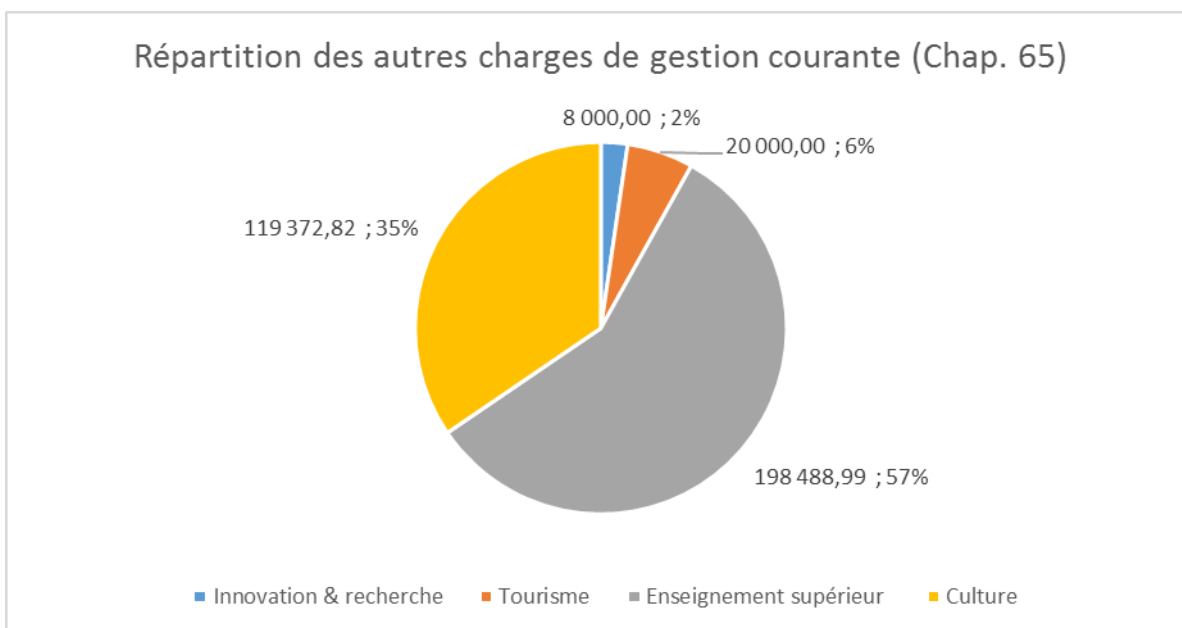
2. Les charges de personnel (D012):

En 2019, la masse salariale demeure contenue et a représenté un montant de **434k€** en baisse de 5,8% sur l'exercice précédent (461.2k€) en raison de la démission en début d'année de la chargée de projet rattachée à la commission environnement et développement durable et remplacée seulement à partir du 1^{er} août dernier. Il est donc à considérer en réalité que cette masse salariale est stable et inférieure à la prospective adoptée en 2017 lors de la restructuration et qui la plaçait autour de 477k€.



3. Les autres charges de gestion courante (D65):

Les autres charges de gestion courante s'établissent à hauteur de **345.8k€** en stabilité sur l'exercice précédent (343.8k€). Le taux de consommation de ce chapitre s'établit à près de 80% ce qui pourrait nettement être amélioré. Il comprend dans les grandes masses les plus notables, la régularisation de participations antérieures en matière d'enseignement supérieur à hauteur de 108,1k€, 122,4k€ dans le cadre des appels à projets et à manifestation d'intérêt, 90,3k€ au titre du reversement de la subvention européenne Erasmus+ issue du projet e-Health, et enfin, 25k€ au titre des prix décernés dans le cadre de l'innovation touristique.



4. Les charges financières (D66):

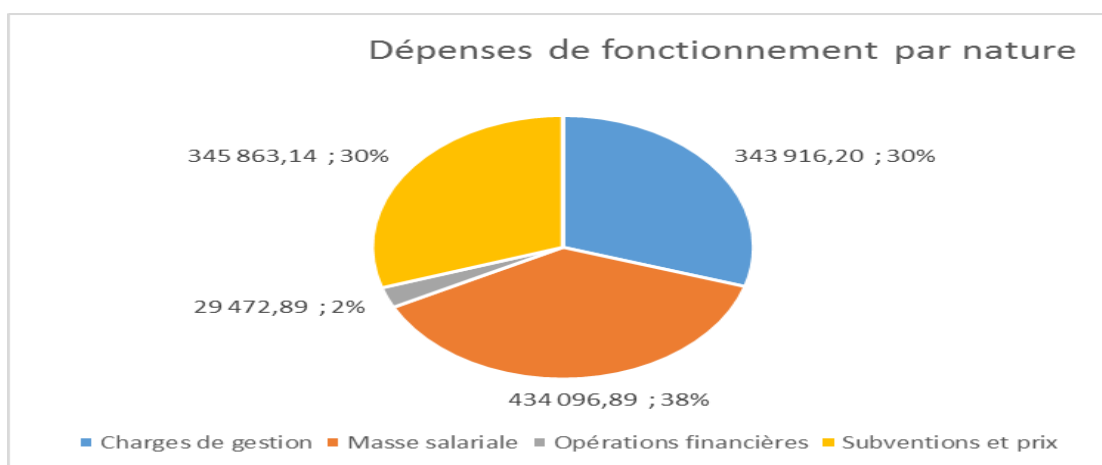
Ce chapitre n'a fait l'objet d'aucune consommation de crédits.

5. Les charges exceptionnelles (D67):

Ce chapitre fait l'objet d'une consommation de crédits à hauteur de **1,7k€** correspondant à des annulations de titres émis dans le cadre de participations d'entreprises au salon Healthio auxquelles elles n'avaient pas pu se rendre en raison des intempéries dans l'Aude.

6. Les opérations d'ordre entre sections (D042):

Ce chapitre est exécuté à hauteur de **27.7k€** en hausse de de 45% sur l'exercice précédent (19.1k€) notamment par l'équipement mobilier de stores. Il comprend les dotations aux amortissements relatifs au matériel informatique et au mobilier nécessaires à l'implantation à Perpignan.



Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

En conclusion en matière d'analyse sur la répartition du poids des dépenses de fonctionnement par nature, on constate une bonne répartition de chaque famille de dépenses. Pour un établissement du type de l'EPM dont la coordination d'actions et de projets est le cœur de métier, le taux de masse salariale pourrait très bien se situer autour de 45-50% du total des dépenses à condition de contenir les dépenses de gestion notamment sur les prestations externes.

ii. Les recettes:

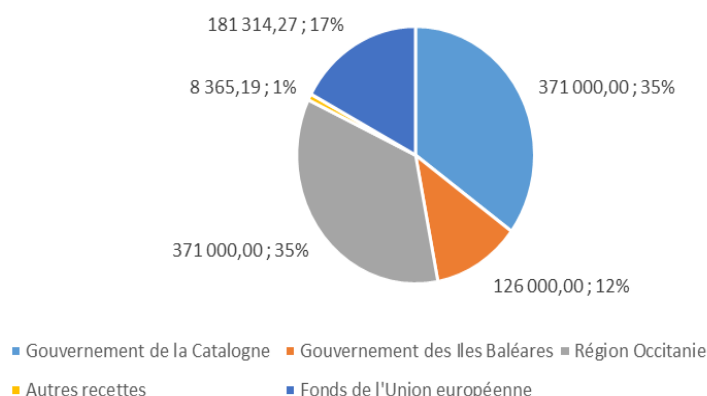
1. Les dotations, subventions et participations (R74):

Ce chapitre est exécuté à hauteur de **1057.6k€** en stabilité par rapport à l'exercice précédent (1038.3k€).

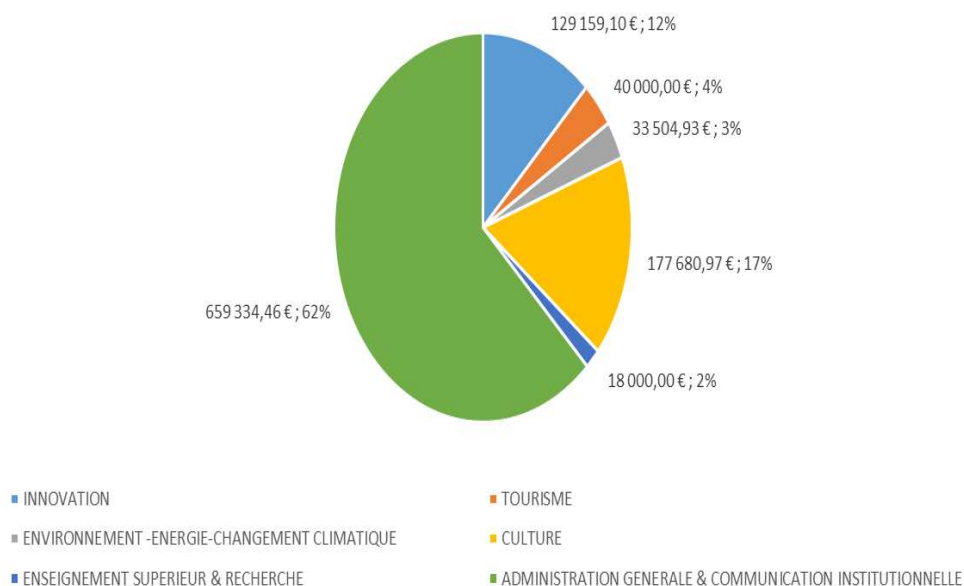
Recettes de participations et subventions	INNOVATION	TOURISME	ENVIRONNEMENT ENERGIE- CHANGEMENT CLIMATIQUE	CULTURE	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE	ADMINISTRATION GENERALE & COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE	Total
Gouvernement de la Catalogne	30 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €	50 000,00 €	6 000,00 €	260 000,00 €	371 000,00
Gouvernement des Iles Baléares	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	40 000,00 €	6 000,00 €	50 000,00 €	126 000,00
Région Occitanie	30 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €	50 000,00 €	6 000,00 €	260 000,00 €	371 000,00
Autres recettes	1 815,00 €	- €	3 504,93 €	80,86 €	- €	2 964,40 €	8 365,19
Fonds de l'Union européenne	57 344,10 €	- €	- €	37 600,11 €	- €	86 370,06 €	181 314,27
Total	129 159,10 €	40 000,00 €	33 504,93 €	177 680,97 €	18 000,00 €	659 334,46 €	1 057 679,46 €

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

Répartition des recettes par membre



Répartition des recettes par politiques publiques



Au niveau du volet recettes, en 2019, 1€ investi dans l'EPM par le Gouvernement des Iles Baléares a contribué à générer 1,4€ de l'Union européenne et 0,50€ pour la Catalogne et la Région Occitanie.

b. La section d'investissement:

La section d'investissement s'établit au compte administratif de l'exercice à hauteur de **32 737.69€** en dépenses et **32 740.96€** en recettes.

i. Les dépenses:

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

1. Les immobilisations incorporelles (D20):

Ce chapitre s'établit à hauteur de **9,5k€** et comprend notamment 2,7k€ lié à la sécurisation de l'actuel site internet et 6,8k€ relatif à un acompte sur le marché de la nouvelle identité visuelle de l'EPM.

2. Les immobilisations corporelles (D21):

Ce chapitre est exécuté à hauteur de **23.1k€**. Il comprend 10.8k€ de stores, 10.8k€ d'équipement de visio-conférence, et du mobilier et matériel informatique d'appoint.

ii. Les recettes:

1. Les dotations, fonds divers et réserves (R10):

Ce chapitre est exécuté à hauteur de **5k€**. Il s'agit d'une écriture financière qui comprend uniquement la couverture du besoin de financement de la section d'investissement par affectation d'une partie du résultat de fonctionnement 2018.

2. Les opérations d'ordre entre sections (R040):

Ce chapitre est exécuté à hauteur de **27.7k€**. Il s'agit d'une écriture financière d'opération d'ordre entre section d'amortissement des biens en corrélation avec l'exécution du chapitre 042 en dépenses de fonctionnement.

Au 31 décembre 2019, le patrimoine de l'établissement représente un actif de 124k€ et un stock de dette moyen long terme au passif nul.

B La présentation croisée fonctionnelle des crédits de paiements (CP) par actions:

En préambule à cette présentation croisée fonctionnelle des comptes, il convient de rappeler que le respect des règles de la comptabilité publique impose un retraitement. Les dépenses sont comptabilisées par :

- nature de la dépense
- service (au sens de la commission à laquelle les crédits se rattachent)
- fonction (au sens de la politique publique pour laquelle la dépense est exécutée)
- action (de façon plus précise afin de mesurer l'impact du plan d'action).

L'approche analytique lancée depuis 3 ans permet à présent de mesurer de façon plus fine le coût et le niveau de réalisation du plan d'action.

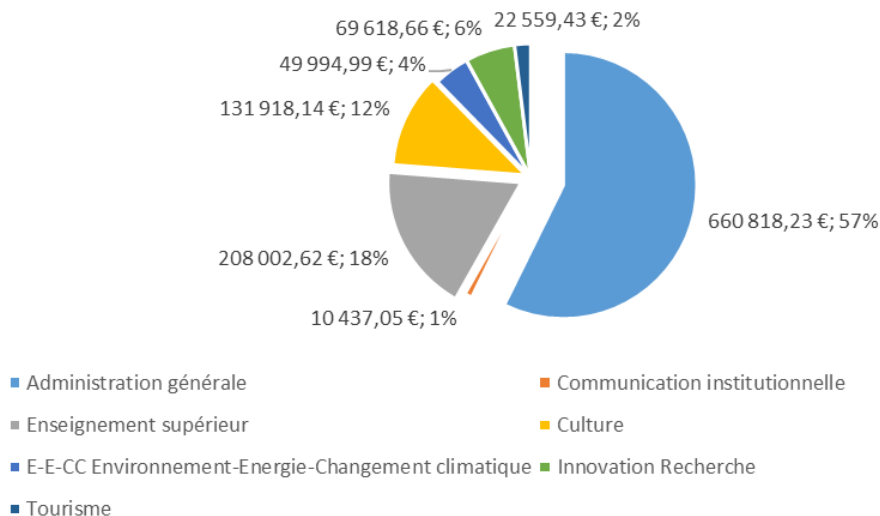
Les charges de personnel sont comptabilisées au niveau de la fonction relative à l'administration générale.

Cette approche ne reflète ni la part réelle de travail que génère telle ou telle commission, ni recouvre la réalité du travail sur les projets européens qui intègrent aussi du personnel administratif (DG, COM, CBR, AA).

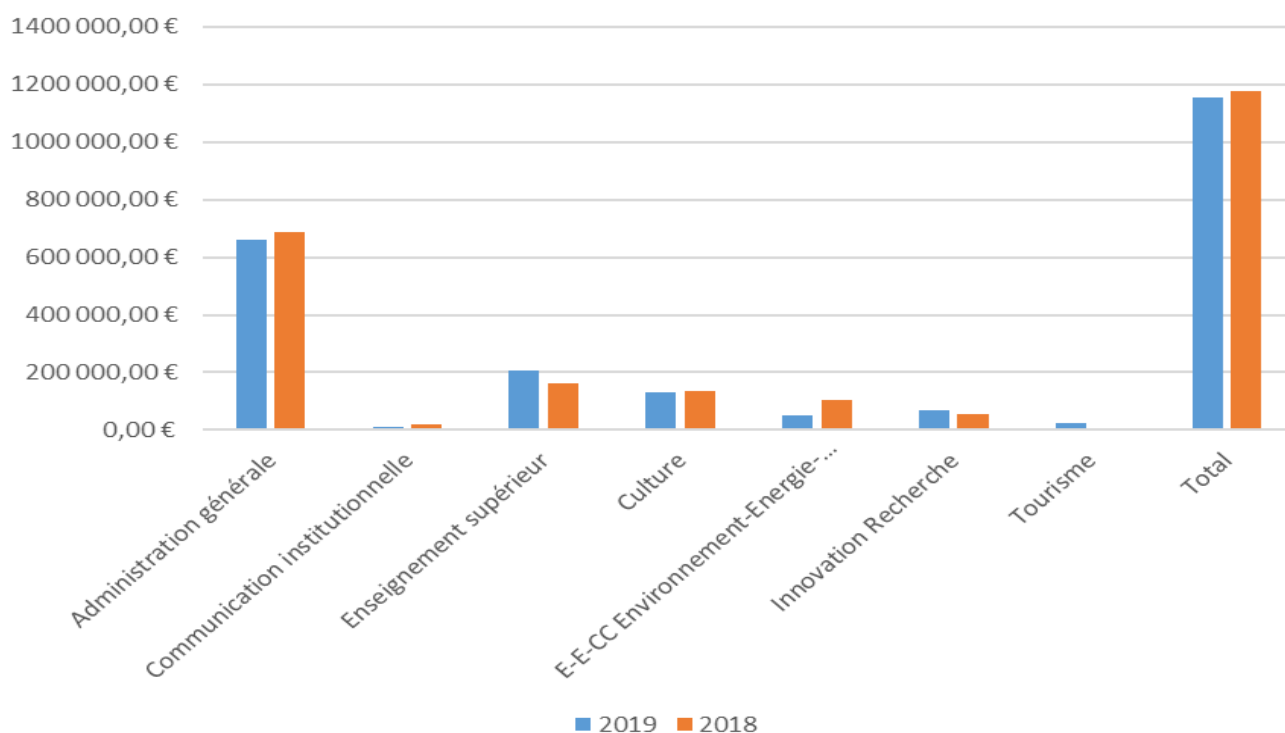
Répartition des dépenses	Charges à caractère général	Charges de personnel	Autres charges de gestion courante	Opérations financières	Charges exceptionnelles	Total
Administration générale	198 979,05 €	434 096,89 €	1,33 €	27 740,96 €	0,00 €	660 818,23 €
Communication institutionnelle	10 437,05 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	10 437,05 €
Enseignement supérieur	9 513,63 €	0,00 €	198 488,99 €	0,00 €	0,00 €	208 002,62 €
Culture	12 545,32 €	0,00 €	119 372,82 €	0,00 €	0,00 €	131 918,14 €
E-E-CC Environnement-Energie- Changement climatique	49 994,99 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	49 994,99 €
Innovation Recherche	59 886,73 €	0,00 €	8 000,00 €	0,00 €	1 731,93 €	69 618,66 €
Tourisme	2 559,43 €	0,00 €	20 000,00 €		0,00 €	22 559,43 €
Total	343 916,20 €	434 096,89 €	345 863,14 €	27 740,96 €	1 731,93 €	1 153 349,12 €

Comme le souligne le graphique ci-dessous, l'administration générale et la communication institutionnelle représentent 58% des dépenses de fonctionnement de l'exercice. Cela provient essentiellement du fait que la masse salariale notamment celle dédiée spécifiquement au plan d'action opérationnel n'est pas comptabilisée de façon analytique. L'enseignement supérieur en représente 18% essentiellement par le fait de la redistribution de la quote part de subvention européenne aux partenaires du projet e-Health et à la régularisation d'opérations comptables en matière de participations non recouvrées.

Répartition des dépenses par politiques publiques

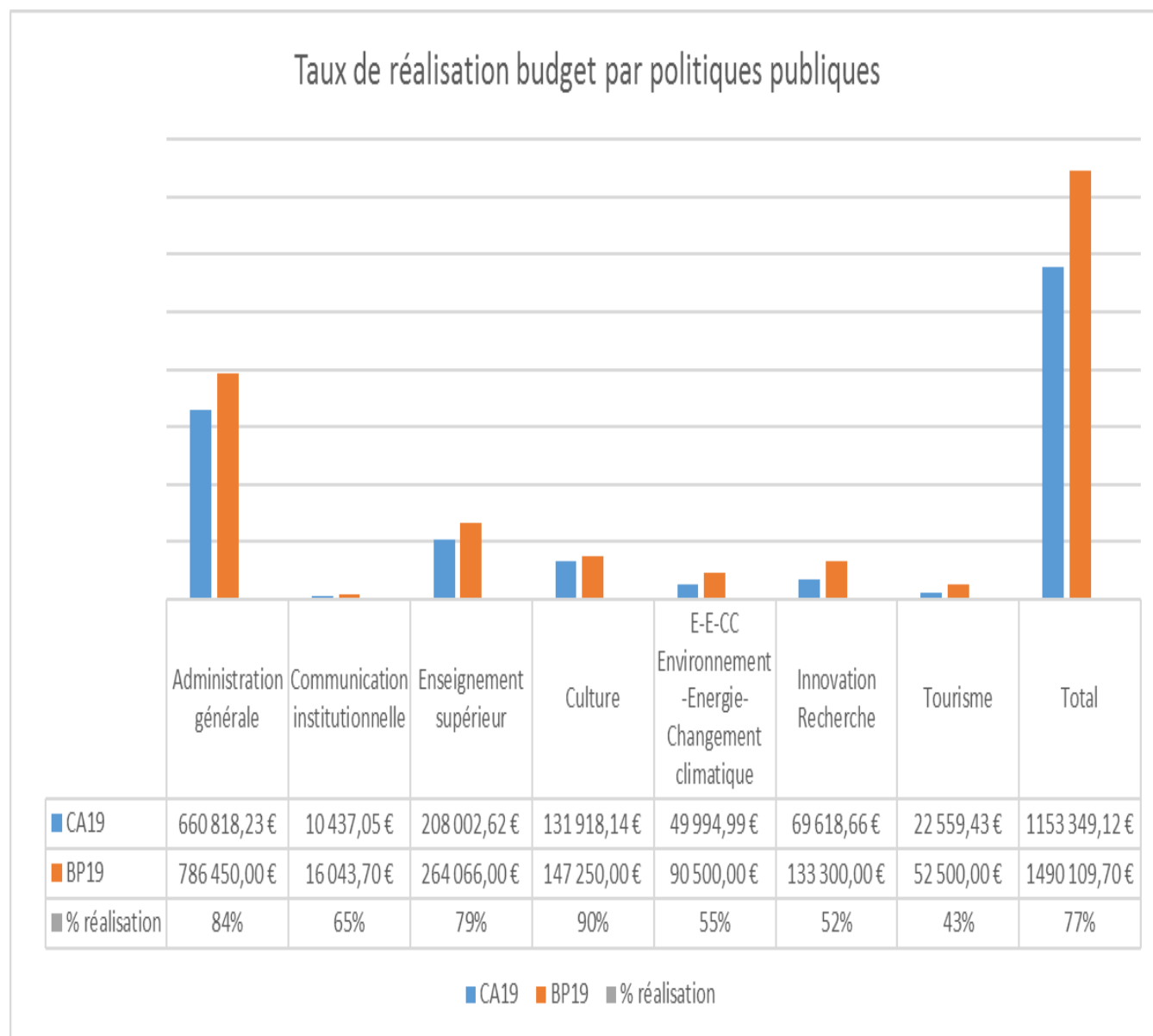


Evolution Dépenses par politiques publiques



Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

Comme le détaille le graphique ci-dessous et comme évoqué en préambule du rapport, le taux moyen de réalisation du budget 2019 à hauteur de 77% est perfectible. Trois causes en sont à l'origine : des événements non prévisibles comme le départ d'un agent ce qui a pour effet de faire chuter la masse salariale et différer le plan d'action qui en découle, une prévision des crédits de paiement nécessaires parfois imprécise, ou encore l'inscription d'actions insuffisamment mûres en matière de planification et de contenu.



Le plan d'action 2019 comportait 47 actions budgétées à hauteur d'un montant total de 617,3k€. Il a été exécuté à hauteur de 410,3k€, soit un taux moyen de réalisation de l'ordre de 66,4% ce qui confirme la nécessité d'améliorer la programmation et la prévision des actions.

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

ACTIONS (Code / Libellé)	Mt Voté CP	Mt Mandaté
FA14114 - FA14114 PORTAIL WEB	22146,15	0,00
FA14113 - FA14113 NLLE IDENTITE VISU	12644,80	0,00
FA13213 - FA13213 ETUDE EVAL 2020	10000,00	0,00
FA12211 - FA12211 CONF AG MED&PASSAT	25000,00	25628,72
FA11125 - FA11125 GECTPLATE-FORME PAL	15000,00	14265,85
FA12221 - FA12221 CES RELANCE	1000,00	740,49
FA11221 - FA11221 POCTEFA AAP	1000,00	437,00
FA12212 - FA12212 MED CONF PALMA	5000,00	1632,09
FA11124 - FA11124 PROJET REG UE MECAN	2000,00	0,00
FA13123 - FA13123 REV CONV&STATUTS	1000,00	3688,01
FA11121 - FA11121 EGCT SUIVI	1000,00	0,00
FA23224 - FA23224 SOUTIEN eHEALTH EUR	13000,00	754,45
FA14116 - FA14116 WEB & COM	5000,00	0,00
FA23221 - FA23221 E-HEALTH	104000,00	94322,99
FA23112 - FA23112 2019 RENC PROM MOB	5000,00	3301,13
FA23121 - FA23121 SEMINAIRE INTERNATI	5000,00	0,00
FA23131 - FA23131 SOUTIEN UNIV EUROP	15000,00	0,00
FA43123 - FA43123 SEM DIFF & COACHING	8000,00	6711,86
FA43114 - FA43114 15 CULT AAP	30000,00	30000,00
FA43111 - FA43111 18 CULT AAP	85000,00	73500,00
FA43112 - FA43112 17 CULT AAP	16250,00	15872,82
FA43124 - FA43124 INSTR SOUTIEN CANDI	8000,00	4879,13
FA14123 - FA14123 CARTO INSTAMAP	7500,00	500,42
FA14115 - FA 14115 COM FOIRES CULT	1000,00	0,00
FA13111 - FA13111 EXTRANET	2000,00	1350,00
FA13113 - FA13113 COM BILANS EU	1000,00	0,00
FA14122 - FA14122 COM POSITIONNEMENT	1500,00	0,00
FA14121 - FA14121 SUPPORT EVEN	2543,70	0,00
FA23422 - FA23422 SUMMERS CLASSES	10000,00	37,20
FA22131 - FA22131 INTERCLUSTERING AIG	20000,00	0,00
FA31211 - FA31211 PSAMIDES	3000,00	4514,32
FA32111 - FA32111 CHANGEMENT CLIMATI	6000,00	2964,84
FA22221 - FA22221 REUSE LIFE	20500,00	17500,05
FA33111 - FA33111 ESPACES MARINS	19000,00	18211,54
FA14121 - FA14121 SUPPORT EVEN	2500,00	0,00
FA33112 - FA33112 SYMPO ENERGIE	6000,00	4046,27
FA22112 - FA22112 HEALTHIO INTERCLUST	15000,00	0,00
FA14121 - FA14121 SUPPORT EVEN	3500,00	0,00
FA21221 - FA21221 LINKS UP	47400,00	41500,92
FA22131 - FA22131 INTERCLUSTERING AIG	45000,00	0,00
FA21212 - FA21212 FP9-EPM	3200,00	790,89
FA22131 - FA22131 INTERCLUSTERING AIG	500,00	3463,29
FA21211 - FA21211 KISS ME	10500,00	13327,05
FA22222 - FA22222 MIRO UPVD	5000,00	5000,00
FA22112 - FA22112 HEALTHIO INTERCLUST	2000,00	0,00
FA22222 - FA22222 MIRO UPVD	7000,00	0,00
FA23421 - FA23421 MOBILITE APPRENTIS	5000,00	0,00
FA22211 - FA22211 PRIX INNOV TIC TOU	20000,00	20000,00
FA22115 - FA22115 CAMPUS TOURISME	5500,00	1437,83
TOTAL	617 393,70 €	410 379,16 €

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

Comme durant l'exercice précédent, la couverture de ces crédits 2019 exécutés du plan d'action est en majeure partie assurée à hauteur de 75% par les recettes des membres de l'EPM et par les fonds européens à hauteur de 15% (23% en 2018).

Recettes de participations et subventions	INNOVATION	TOURISME	ENVIRONNEMENT ENERGIE- CHANGEMENT CLIMATIQUE	CULTURE	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE	ADMINISTRATION GENERALE & COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE	Total
Gouvernement de la Catalogne	30 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €	50 000,00 €	6 000,00 €	260 000,00 €	371 000,00
Gouvernement des Iles Baléares	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	40 000,00 €	6 000,00 €	50 000,00 €	126 000,00
Région Occitanie	30 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €	50 000,00 €	6 000,00 €	260 000,00 €	371 000,00
Autres recettes	1 815,00 €	- €	3 504,93 €	80,86 €	- €	2 964,40 €	8 365,19
Fonds de l'Union européenne	57 344,10 €	- €	- €	37 600,11 €	- €	86 370,06 €	181 314,27
Total	129 159,10 €	40 000,00 €	33 504,93 €	177 680,97 €	18 000,00 €	659 334,46 €	1 057 679,46 €

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

C Le compte de gestion 2019:

Le compte de gestion relève des fonctions du payeur régional exercées par un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal dans le respect des dispositions de l'article L 1617-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et de la séparation entre l'ordonnateur des dépenses et des recettes du GECT PM, et le comptable chargé de la mise en paiement des dépenses et en recouvrement des recettes.

L'état des restes à recouvrer à la date d'adoption des comptes s'établit à **305 605€** (613 227,12€ en 2018).

Arrêt du compte administratif et adoption du compte de gestion 2019 :

Considérant que le comptable public a bien transmis au GECT PM le compte de gestion de l'exercice,

Considérant qu'après examen, il y a bien corrélation entre les comptes du comptable public et ceux de Madame la Présidente en sa qualité d'ordonnateur des dépenses et des recettes de l'établissement,

Considérant la présentation du compte administratif ci-dessus et au regard des documents d'appui transmis aux délégués,

Considérant le respect des dispositions de l'article 1612-12 du CGCT en matière de vote du compte administratif,

Il est proposé de voter l'adoption du compte de gestion et l'arrêt des comptes de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée au titre de l'exercice 2019, présentés de façon croisée par nature et fonction au niveau des chapitres budgétaires dans les deux sections, permettant ainsi d'aboutir aux résultats et soldes globaux suivants :

(A) Résultat de l'exercice:	- 95 670.26 €
(B) Excédent antérieur reporté:	1 404 844.89 €
(A+B) Résultat cumulé de clôture:	1 309 174.63 €
(C) Solde d'investissement de l'exercice:	3.27 €
(D) Solde d'investissement reporté:	6 543.70 €
E =(C+D) Solde d'investissement cumulé de clôture:	6 546.97 €
(F) Résultat des restes à réaliser:	- 6 840.00 €
(G = E+F) Besoin de financement:	293.03 €

En application du chapitre 5 du titre 3 du Tome 2 de l'instruction budgétaire et comptable M71, considérant la présence d'un besoin de financement de la section d'investissement, il est proposé d'affecter le résultat de clôture 2019 à hauteur de 1 000.00 € au compte 1068 en section d'investissement et 1 308 174.63 € en excédent de fonctionnement reporté à la section de fonctionnement au chapitre R002, en diminution de 6.8% sur le compte administratif précédent (1 404.8k€).

Au regard des éléments présentés ci-avant au cours de l'approche analytique et des résultats ci-après décrits et après affectation des résultats 2019, le compte administratif permettrait d'enregistrer au budget primitif de l'exercice suivant, les excédents de fonctionnement reportés, répartis de la façon suivante :

002 Répartition analytique de l'excédent de fonctionnement reporté 2020								
	Administration générale & communication	Culture	Environnement-Energie-Chang Climatique	Enseignement supérieur	Innovation & Recherche	Tourisme	Fond stratégique	Total
Excédent de fonctionnement reporté	9 687,91 €	255 840,14 €	238 753,60 €	92 116,11 €	245 838,72 €	39 809,13 €	426 129,02 €	1 308 174,63 €

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

DELIBERATION N° 20_03_01

Assemblée générale du 31 mars 2020

OBJET : Présentation du compte administratif et du compte de gestion 2019.

Vu le Règlement Européen n°1302/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, relatif à un Groupement de Coopération Territoriale en ce qui concerne la clarification, la simplification et l'amélioration de la constitution et du fonctionnement de groupement de ce type;

Vu la Convention de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée du 18 juin 2009,

Vu les statuts modifiés de l'Eurorégion du 27 octobre 2014,

Vu l'Arrêté du Préfet de Région Midi-Pyrénées en date du 25 août 2009 portant création du GECT Pyrénées-Méditerranée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1612-12,

Vu les documents budgétaires annexés à la présente,

Considérant que la réglementation publique en matière de gestion comptable et la réglementation budgétaire imposent une concordance entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion,

Considérant que le Compte Administratif 2019 de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée doit être approuvé avant le 30 juin de l'exercice,

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale, à l'unanimité des membres,

DECIDE :

Article 1 : Le Compte Administratif 2019 de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée présenté par nature et fonctions est approuvé.

Article 2 : L'Assemblée Générale approuve et valide la parfaite concordance des résultats entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion de l'exercice 2019 dont les résultats sont arrêtés dans les conditions ci-après :

(A) Résultat de l'exercice:	- 95 670.26 €
(B) Excédent antérieur reporté:	1 404 844.89 €
(A+B) Résultat cumulé de clôture:	1 309 174.63 €
(C) Solde d'investissement de l'exercice:	3.27 €
(D) Solde d'investissement reporté:	6 543.70 €
E =(C+D) Solde d'investissement cumulé de clôture:	6 546.97 €
(F) Résultat des restes à réaliser:	- 6 840.00 €
(G = E+F) Besoin de financement:	293.03 €

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait conforme aux registres des délibérations.

Pour la Présidence en exercice, par délégation,
Le Directeur Général

Xavier BERNARD-SANS

La Présidente en exercice,



Francina Armengol i Socias

EUROREGION PYRENEES-MEDITERRANEE
GECT
El Centre del món
35 Boulevard Saint-Assisele
CS 323032
66011 PERPIGNAN CEDEX
SIRET 130 007 511 00038

Certifié exécutoire :

Reçu en Préfecture le :

Publié ou notifié le :

Copie : Pairie régionale d'Occitanie

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7